

## DOSSIER

De l'air ouvrez les frontières !  
Travailleurs de tous les pays,  
unissons-nous !

page 6

## INTERNATIONAL

Le plan d'Israël pour Gaza :  
poursuivre la guerre,  
même après la guerre

page 4

## PREMIÈRES LIGNES

Revendiquons de quoi  
vivre et pas survivre !

page 8

## NPA JEUNES

En pleine offensive réaction-  
naire, les jeunes migrants ne  
se laissent pas faire !

page 12

# RÉVOLUTIONNAIRES

09 • JANVIER 2024 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



## ÉDITORIAL

**Macron a formé  
son quinze,  
jetons-nous dans  
la mêlée !**

**M**ardi 16 janvier, Macron a longuement disserté sur la feuille de route du nouveau Premier ministre Attal devant un parterre de journalistes. Beaucoup de blabla, d'autosatisfaction et d'appels du pied à l'extrême droite : Macron prétend combattre le RN en... reprenant sa politique ! Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

### LES NOUVEAUX LARBINS DE LA GRANDE BOURGEOISIE

La palme revient à la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, qui s'est fait connaître en un temps record pour ses mensonges sur les « heures non remplacées » du public. Son école de quartier, située dans un arrondissement bourgeois de Paris, est très bien dotée ! Mais elle a préféré mettre ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, aux mœurs tout à fait réactionnaires épinglées dans un rapport incendiaire de l'inspection académique. Oudéa-Castéra a été conseillère du directeur général d'Axa et a pour conjoint le président de Sanofi. Autant dire que les véritables problèmes de manque d'enseignants et de moyens dans les établissements des quartiers populaires ne seront pas sa priorité !

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive »,

SUITE PAGE 2 >>



WEB : [www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr) | YOUTUBE : @Revolutionnaires\_journal | PÉTITION POUR LE RETOUR DE NOS RÉSEAUX SOCIAUX : [stopcensurenpa.jesigne.org](http://stopcensurenpa.jesigne.org)



<b>POLITIQUE</b> p. 1-2-3	<b>INTERNATIONAL</b> p. 4-5	<b>DOSSIER</b> p. 6-7	<b>PREMIÈRES LIGNES</b> p. 8-9	<b>VIE DU PARTI</b> p. 10-11	<b>CULTURE</b> p. 11	<b>NPA JEUNES</b> p. 12
Éditorial : Macron a formé son quinze, jetons-nous dans la mêlée ! Attention, Gabriel attaque ! Mobilisation à Blendecques : les sinistrés font entendre leur voix Dans le Pas de Calais, les eaux montent et la colère aussi ! Inondations : face à l'incurie des pouvoirs publics, les gens s'organisent	Argentine - la grève nationale du 24 janvier : première riposte syndicale à Milei Le plan d'Israël pour Gaza : poursuivre la guerre, même après la guerre Cisjordannie : l'archipel-poudrière Bombardements américano-britanniques sur le Yémen : le commerce avant tout !	<b>DE L'AIR, OUVREZ LES FRONTIÈRES !</b> Que contient la loi Macron-Le Pen ? Grève des travailleurs sans-papiers 2007-2010 : un mouvement sans précédent Le racisme dans l'accès aux droits sociaux, une réalité que la loi Darmanin va encore aggraver La gauche et la loi immigration : bien peu d'enthousiasme à mobiliser !	REVENDIQUONS DE QUOI VIVRE ET PAS SURVIVRE ! La Poste - Rennes, Bordeaux, Lille : débrayages pour les salaires et les embauches RATP - Pas d'augmentation, pas de train ! SNCF - Paris Rive-Gauche : grève à l'aiguillage SNCF - Débrayages au matériel Transports - Les entreprises de transport championnes olympiques de la pénurie ! Décathlon - À fond les profits ! Guingamp, 12 janvier au tribunal : « Qui sème le 49.3, récolte la colère ! »	Avec presque 300 000 euros collectés, notre souscription est un succès à poursuivre ! Rencontres nationales ouvrières - Retraites, salaires, lois racistes, contre les manœuvres de division du patronat, reprendre l'offensive ! Aux européennes - Point de salut sauf dans l'expression politique indépendante des révolutionnaires	<b>SÉLECTION CULTURELLE</b> Briseurs de grève de Valerio Evangelisti Mécano de Mattia Filice Une Saga moscovite de Vassili Axionov Théâtre - De Judas à Manuel Valls, une histoire du centre gauche, au Funambule Montmartre - Paris 18°	En pleine offensive réactionnaire, les jeunes migrants ne se laissent pas faire ! Week-end de formation du NPA-Jeunes en février Centenaire de la mort de Lénine : quel héritage pour les révoltes d'aujourd'hui ?

## »» SUITE DE L'ÉDITORIAL

« recel d'abus de pouvoir » et « trafic d'influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

### TOUT POUR LES PATRONS

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux. Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquels mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « son premier combat ». Les prix alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %. Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « perdu » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires, avec les grands groupes comme Danone ou Nestlé. Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros

### METTRE LE BAZAR DANS LEURS PROJETS !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les ouvriers des technocentres SNCF de tout le pays ont débrayé à plusieurs milliers. La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meulan-Les Mureaux (Yvelines) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches. Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 13 janvier. Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu'il le faudra !

• 17/01/2024

# Attention, Gabriel attaque !

## DES MÉFAITS POUR LES TRAVAILLEURS, DES BIENFAITS POUR LES PATRONS

Le 9 janvier, lors de la passation de pouvoir à Matignon, Attal a dit vouloir donner la « priorité au travail ». Entendez par là, la priorité aux attaques contre les chômeurs, alors que la dernière réforme de l'assurance chômage, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2023, a diminué de 25 % la durée d'indemnisation dans la plupart des cas. En 2021, le gouvernement Castex avait déjà baissé les indemnités de nombreux demandeurs d'emplois. Et voilà que le nouveau Premier ministre s'acheminait vers une nouvelle « réforme du marché de l'emploi », plaidée par Dussopt, l'homme du projet de report à 64 ans de la retraite décidé en 2023 à coup de 49.3. Voilà qui annonce un train de nouvelles attaques contre les travailleurs en général, après toutes celles déjà au bilan de Macron, notamment celle de ce barème qui revoit à la baisse les sommes que les salariés touchent en cas de licenciement abusif, et tout un ensemble des mesures qui ont en partie démantelé le Ccode du travail.

## UNE SUCCESSION D'OFFENSIVES RACISTES

Les gouvernements Macron n'ont cessé d'utiliser la bonne vieille recette du poison raciste : diviser pour mieux régner. De la loi Collomb de 2018 qui a marqué un recul des droits des demandeurs d'asile, jusqu'au nouvel arsenal anti-immigrés que représente la loi Darmanin-Le Pen, tous ont mis un point d'honneur à maltraiter les exilés. En tant que ministre de l'Éducation, Attal a lui aussi surfé sur les préjugés racistes, en interdisant l'abaya dans les établissements scolaires à la rentrée 2023, prétendant concentrer l'attention du personnel de l'éducation sur la longueur des jupes plutôt que sur les manques criants de moyens qui font régulièrement dégrin-

goler le système éducatif français dans tous les classements internationaux.

## DES SERVICES PUBLICS AUX ABOIS

Selon Bruno Le Maire, il faudrait faire 12 milliards d'« économies » ! Avec ce genre d'annonces, ce sont toujours les services publics qui trinquent. À l'école, les macronistes ont renforcé la sélection sociale avec Parcoursup, poursuivi la fermeture d'établissements et la réduction du nombre de postes. Même chose pour la santé où l'on continue à fermer des lits, des services et des établissements, malgré la pénurie de moyens révélée par la pandémie de Covid-19, que les gouvernements Philippe puis Castex ont géré avec amateurisme. En revanche, c'est de façon très sérieuse qu'ils ont arrosé les entreprises : fin mars 2021, 206 milliards avaient été mobilisés pour les « soutenir », soit plus de la moitié du budget de l'État.

## LA « SÉCURITÉ » ET « L'ORDRE »

Pour faire avaler aux travailleurs les sales coups qu'il leur prépare, Attal a annoncé que sa politique sera menée sous le signe de « l'autorité ». Face aux prochaines contestations, il continuera inévitablement de couvrir les crimes policiers, dans la lignée de la répression des Gilets jaunes en 2019 et de la révolte des jeunes des quartiers populaires après le meurtre de Nahel à Nanterre l'été dernier. Alors nous aussi, soyons dans la continuité des contestations qui ont émaillé sept ans de macronisme, des Gilets jaunes aux mobilisations massives contre les réformes des retraites. La seule réponse à leur arrogance : balayer le tandem Macron-Attal, et leur monde avec !

PAR MARTIN ERAUD • 16/01/2024

# TRAVAIL, FAMINE, PÂTES, RIZ

**E**n deux heures et quart de blabla insipide pour lesquelles il avait mobilisé simultanément toutes les chaînes publiques de télévision, Emmanuel Macron a annoncé comment il espère couper l'herbe sous les pieds du Rassemblement national aux prochaines élections. Trois points au programme.

Travail : s'en prendre aux chômeurs avec « des règles plus sévères quand des offres d'emplois seront refusés ». C'est déjà fait, mais il veut encore aggraver.

Famille : les femmes en France ne font plus assez d'enfants, pour le « réarmement démographique » et « lutter contre le fléau » de

l'infertilité par un « nouveau congé de naissance pendant six mois. Ça évitera de créer plus de crèches.

Patrie : La Marseillaise dans toutes les écoles dès le premier âge, et pourquoi pas un uniforme pour les élèves.

Sans oublier un coup de lèche aux « classes

moyennes ». Les pauvres on s'en fout, elles ne voteront de toute façon pas pour lui.

Emmanuel, nous voilà, tu nous as redonné l'espérance...

• 17/01/2024

## ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS ..... 24€

..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

## CONTACTEZ-NOUS

### PAR VIREMENT

Envoyez un mail à [abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr](mailto:abonnement@nouveau-partianticapitaliste.fr)

### PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"  
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA  
BP60008 IVRY 94201 CEDEX

[courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr](mailto:courrier.des.lecteurs@nouveau-partianticapitaliste.fr)

# DANS LE PAS-DE-CALAIS, LES EAUX MONTENT ET LA COLÈRE AUSSI !

Une deuxième vague d'inondations a submergé une partie du Pas-de-Calais, autour de Saint-Omer. Malgré des airs de la prendre au sérieux, avec la visite le 9 janvier du fraîchement désigné Premier ministre Gabriel Attal, rien n'est fait, ou presque, pour agir. Élus locaux ou gouvernement se complaisent sur l'air du « on ne pouvait pas prévoir ».

## « ON NE POUVAIT PAS PRÉVOIR »... SAUF DEPUIS DES ANNÉES !

2016, la lutte contre la « loi travail » bat son plein. Sur la route, Mamounette<sup>1</sup> doit s'arrêter en chemin. Plusieurs quartiers de la ville sont en train d'être inondés. Avec Nanouchka<sup>1</sup>, elles s'organisent pour faire le tour de la commune, utilisant la sono de la CGT pour signaler aux habitants comment trouver sacs de sable et parpaings pour tenter de limiter la montée des eaux.

## « ON NE POUVAIT PAS PRÉVOIR »... SAUF D'APRÈS LES LANCEURS D'ALERTE

Dans la foulée, avec l'assemblée « Nuits Debout Saint-Omer », elles rédigent un rapport complet sur l'inondation à Wizernes et le transmettent aux autorités locales. En cause : le risque inondation de cette zone du Pas-de-Calais. 450 000 habitants sont concernés. Pas une petite affaire ! Les projections du Giec prévoient que, d'ici 2050, Saint-Omer pourrait disparaître. Depuis, on est passé à 2040. Et la catastrophe dé-

noncée par les militantes dès 2016 vient de connaître ses deux premiers épisodes dramatiques.

## « ON NE POUVAIT PAS PRÉVOIR »... PUISQU'ILS VOULAIENT FAIRE TAIRE

En 2020, deuxième épisode de ce combat avec la fondation d'un collectif local « Extinction Rebellion ». D'actions symboliques en conférences locales, en passant par l'interpellation des élus, ces militantes n'ont eu de cesse d'alerter. Aucun retour, aucune inflexion dans les politiques mises en œuvre. Pire, la répression s'est abattue avec des plaintes déposées contre X et des menaces de poursuites judiciaires pour enterrer le problème.

Ce refrain du « on ne pouvait pas prévoir » est donc indigne. Les causes et les risques sont connus depuis longtemps. Cela n'a pas empêché de délivrer des permis de construire en zone inondable. Cela n'a pas empêché l'État de déléguer depuis 2014 la gestion du réseau des canaux anti-inondations aux collectivités locales sans moyens suffisants. Et, entre les deux dernières vagues d'inondations, ces canaux n'ont pas

été nettoyés et les pompes d'évacuation sont à peine suffisantes. Quant à l'aide aux habitants, tout le monde se refile la patate chaude, se défaussant sur l'échelon étatique du dessus.

## LA RÉVOLTE NON PLUS, ILS NE POURRONT PAS LA PRÉVOIR !

Cette deuxième vague d'inondations amène avec elle un profond sentiment de colère contre tous ces incompetents et décisionnaires incapables. Différents collectifs se constituent dont l'un intitulé « Soulèvements des Eaux de France » en référence aux « Soulèvements de la Terre » et à la révolte qu'ils incarnent.

La vie quotidienne a soudainement basculé pour des milliers de personnes. Mais la population ne peut compter que sur son organisation collective et sa mobilisation pour sortir la tête de l'eau. Dans tous les sens du terme.

CORRESPONDANTS • 16/01/2024

1. Pseudonymes.

## MOBILISATION À BLENDEQUES LES SINISTRÉS FONT ENTENDRE LEUR VOIX

Samedi 13 janvier, près d'un millier de personnes ont manifesté à Blendecques (Pas-de-Calais), venant des communes d'Arques, de Wizernes et d'autres villes sinistrées. La colère visait l'irresponsabilité de l'État, la lenteur des assureurs ou l'absence de solution pour les écoles et les logements. Chacun comprenant que si les gens touchés avaient été des riches, les choses se feraient beaucoup plus vite. Un début de mobilisation de la population qui gagnerait à s'amplifier.

• 15/01/2024

# Inondations : face à l'incurie des pouvoirs publics, les gens s'organisent

Vendredi 12 janvier se tenait à Arques une réunion du collectif « Soulèvements des eaux de France » avec une vingtaine de présents, militants associatifs et habitants sinistrés.

L'urgence de faire face aux inondations met en cause toute la politique d'aménagement du territoire, l'agriculture, l'urbanisation, l'entretien des réseaux de gestion des eaux. Elle pose la question de la manière dont la société doit faire face au changement climatique qui va aggraver considérablement les problèmes.

Les habitants sinistrés sont des « réfugiés climatiques ». Il va désormais falloir « faire avec la nature et pas contre la nature ». Certains militants travaillent sur la question depuis des années. Combiné au savoir des habitants eux-mêmes, le niveau d'expertise de ceux qui étaient présents est énorme. On sent que toutes les solutions sont à portée de main, à portée d'une autre gestion de la société qui serait bien différente de celle d'aujourd'hui, où ce sont de grands propriétaires fonciers et des industriels, ou leurs représentants, qui siègent à la tête des commissions diverses de gestion des eaux, dans les intercommunalités, dans tout le mille-feuille étatique où ce sont toujours leurs intérêts qui sont défendus.

Donner le pouvoir aux gens présents, c'est-à-dire aux classes populaires et au prolétariat, ça tombe bien, c'est exactement notre projet de société ! Même si on est encore loin d'un mouvement de masse, un petit côté Gilets jaunes faisait bien plaisir, ces moments où les gens se retrouvent vraiment dans la panade, mais produisent des solutions géniales et où l'on sent qu'ils seraient à même de refaire le monde d'une tout autre manière. Alors bien sûr, pour l'instant, le pouvoir on ne l'a pas. Il était donc surtout question de faire pression sur les élus, sur les décideurs, sur les assureurs pour que la population ne soit pas de nouveau la laissée-pour-compte de toute cette catastrophe. Et autant dire que la liste des problèmes est longue comme le bras.

Les assureurs ne veulent d'ores et déjà rien lâcher. Des contrats d'assurance sont résiliés. Les prix augmentent considérablement. Et la valeur des biens est divisée par deux. C'est la double peine pour les habitants dont certains voudraient partir et d'autres rester.



CORRESPONDANTE

Deuxième priorité, le logement. Beaucoup vivent encore dans des logements insalubres, exposés aux risques d'incendie, d'effondrement, de maladie à cause de l'humidité. Et, jusqu'à maintenant, aucune solution d'envergure n'est proposée pour reloger les gens dans des conditions sûres.

Le sous-dimensionnement des pompes d'évacuation des eaux date de... 2002 ! Plus de 20 ans ! Mais rien n'a été fait depuis. Comme l'a dit un des militants : « Dans la sixième puissance mondiale, on sait fabriquer des armes, mais pas des pompes ! »

« Pour ne pas revivre ça, pour pouvoir vivre décemment dans nos logements », comme le stipule l'appel à manifester samedi 13 janvier dans la commune de Blendecques, les gens s'organisent. Des pétitions sont lancées, pour faire pression sur les assureurs, sur les élus, pour l'urgence immédiate comme pour des solutions de long terme nécessitant de repenser toute la politique d'aménagement du territoire. Parce que c'est là que vivent les gens, les classes populaires de la région, et qu'il va bien falloir s'adapter pour continuer à y vivre. Et, pour cela, il faudra faire changer les choses en profondeur, car c'est bien toute une organisation sociale et sociétale qui est en question.

CORRESPONDANTS • 16/01/2024

2<sup>ÈME</sup> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES  
DU 24 AU 28 AOÛT 2024  
ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...  
URGENCE RÉVOLUTION !  
RENSEIGNEMENTS : NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.FR  
INSCRIPTION PAR MAIL : RENCONTRES.ETE@NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.FR

RÉVOLUTIONNAIRES  
NUMÉRO 9 • JANVIER 2024 • 2 EUROS  
ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET  
DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU  
CPPAP 0525 P 11528  
NUMÉRO ISSN 2970-6548  
TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES  
IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL. : 01 49 63 66 66

# Le plan d'Israël pour Gaza : poursuivre la guerre, même après la guerre

La guerre menée par Israël à Gaza a déjà fait plus de 24 000 morts. En guise de vœux pour 2024, Netanyahu a annoncé que la guerre se poursuivra encore de longs mois, voire un an.

Voilà qui relativise le fameux plan pour l'après-guerre présenté par le ministre de la Défense israélien, Yoav Gallant. Dans un an, où en sera Gaza, déjà en ruines, où 80 % de la population, soit 1,8 million d'habitants, a dû fuir son domicile ? Près d'un million de personnes s'entassent dans les abris surpeuplés installés par l'Office de l'ONU pour les réfugiés au sud de Gaza (UNRWA). Le nord est déjà en partie rasé, et Israël annonce que son armée va maintenant intensifier ses opérations sur le sud.

De plan, Israël n'en a pour l'instant que pour la poursuite de sa guerre. Si le plan pour l'après-guerre révèle quelque chose, c'est surtout l'état d'esprit des dirigeants israéliens. Il ne leur suffirait pas, comme ils le prétendent, de détruire le Hamas. La vraie menace qu'ils craignent, c'est la révolte du peuple palestinien. Elle est le produit d'une d'oppression que toute la politique d'Israël depuis sa création n'a cessé d'aggraver.

Alors le plan présenté par l'ex-général devenu ministre n'est que celui de savoir quel appareil policier, quelle force militaire maintenir sur place à Gaza quand on arrêtera la guerre. On n'y mettrait pas d'autorité civile israélienne, dit-il. Il faudrait donc trouver une autorité palestinienne, mais à condition qu'elle ne manifeste aucune hostilité à Israël, précise-t-il. Ce qui ne sera pas une mince affaire quand on songe que l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas est complètement discréditée auprès de la population palestinienne ! Mais, surtout, l'armée israélienne resterait et garderait toute « sa liberté d'action » sur le territoire.

À quoi s'ajoute, pour l'administration de la bande de Gaza, la proposition de se faire aider par une « force internationale » qui se chargerait de la reconstruction de tout ce qui a été détruit, c'est-à-dire à peu près tout, et en



GAZA, 4 JANVIER 2024 | YAIRFRIDMAN2003

distribuerait la tâche (ou le marché ?) « aux agences internationales qui souhaitent y apporter de l'aide ». Une force internationale qui, selon le général-ministre, devrait être mise en place par les États-Unis, les États européens et des États arabes « modérés ».

En attendant la guerre continue. Et l'extrême droite israélienne en rajoute : elle voudrait carrément vider Gaza de sa population

pour y installer des colonies israéliennes. C'est ainsi que la ministre israélienne des Renseignements, Gila Gamliel, a déclaré que « la migration volontaire est le meilleur programme, le plus réaliste ». Une migration rendue « volontaire » à coups de bombardements !

Épuration ethnique, génocide, comment qualifier autrement cette politique ? Mais

quand le gouvernement d'Afrique du Sud, un pays qui a connu l'apartheid et les ghettos, décide de traîner Israël devant la Cour internationale de justice pour « comportement génocidaire », c'est l'émoi du côté des gouvernements de toutes les grandes puissances.

Il ne leur suffirait pas, comme ils le prétendent, de détruire le Hamas. La vraie menace qu'ils craignent, c'est la révolte du peuple palestinien.

Même si le geste n'est que symbolique et qu'il n'y a rien à attendre d'une telle cour.

Dimanche 14 janvier, centième jour de la guerre, Netanyahu a répliqué : « Personne ne nous arrêtera, ni La Haye, ni l'axe du mal, ni personne d'autre. » Personne, sauf la colère des peuples si elle commençait à devenir trop dangereuse pour lui. Et qui sait si, en Israël même, l'infime minorité des Israéliens qui affirment leur opposition à la guerre ne pourrait pas finir par grandir.

C'est en tout cas notre tâche à nous, que de manifester notre opposition à la guerre et notre soutien au peuple palestinien, pour mettre en difficulté nos propres gouvernements qui soutiennent Israël et pour contribuer à donner du courage à tous ceux qui là-bas s'opposent à sa politique.

PAR MONA NETCHA • 16/01/2024

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale :

[nouveaupartianticapitaliste.fr](http://nouveaupartianticapitaliste.fr)



## CISJORDANIE L'archipel-poudrière

Les raids nocturnes, arrestations, incendies de champs, destructions de propriétés pour en chasser les habitants et implanter de nouvelles colonies étaient déjà une réalité quotidienne en Cisjordanie. Mais, depuis le 7 octobre, ils se sont multipliés. Et, fin décembre, c'est l'aviation qui y a bombardé un camp de réfugiés, faisant six morts et de nombreux blessés.

350 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie depuis le début de la guerre à Gaza : Israël en profite pour y accélérer le processus de colonisation, sous l'impulsion des colons d'extrême droite épaulés par l'armée. L'extension de la guerre menée par Israël, c'est aussi cela : réduire à peau de chagrin les territoires palestiniens en Cisjordanie par la multiplication des colonies. Les territoires officiellement concédés aux Palestiniens par les accords d'Oslo sont déjà devenus un archipel, un territoire criblé de colonies, haché par des murs et des

routes interdites aux Palestiniens. Un territoire morcelé, de la taille de la Corrèze, où trois millions de Palestiniens vivent dans la pauvreté, côte-à-côte avec un État israélien dont le PIB par habitant (une moyenne car il y a aussi des pauvres et exploités) est supérieur à celui de la France.

Depuis le 7 octobre, le gouvernement israélien a interdit l'accès à son territoire aux 200 000 travailleurs Palestiniens qui faisaient quotidiennement la navette de Gaza et de Cisjordanie, en particulier dans les secteurs du bâtiment et de l'agriculture... dont les patrons se plaignent d'être aujourd'hui en grave difficulté. Les Palestiniens savent utiliser cette force sociale, comme ils l'ont fait lors des grèves durant la première Intifada des années 1980, ou lors des manifestations de masse et grèves en série lors de la Marche du retour de 2018-2019.

PAR XAVIER CHIARELLI • 15/01/2024



800 000 MANIFESTANTS EN SOUTIEN À LA PALESTINE. LONDRES, NOVEMBRE 2023 | ALISDARE HICKSON, WOOLWICH

# Bombardements américano-britanniques sur le Yémen : le commerce avant tout !

Soutenir coûte que coûte Israël tout en évitant que la politique expansionniste d'Israël et la guerre de Gaza ne déstabilisent une région si riche pour ses ressources pétrolières et si importante pour le commerce mondial, tel est le souci des États-Unis, alors que Netanyahu vient, par sa guerre à Gaza, de faire en partie voler en éclat les accords d'Abraham que les États-Unis avaient parrainés entre Israël et nombre de gouvernements arabes.

Éviter que l'escalade guerrière d'Israël n'entraîne une multiplication des foyers de conflits armés est la tâche qui incombe au secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, qui effectuait au Moyen-Orient, sa quatrième tournée des chefs d'États de la région du 6 au 11 janvier. Éviter une « métastase » du conflit, dit-il. À Ramallah, il était là pour estimer si l'on pourrait ou non confier la gestion de Gaza dans l'après-guerre à Mahmoud Abbas.

De la Turquie à l'Arabie saoudite, en passant par la Jordanie, et la Cisjordanie, il s'est rendu auprès de tous ceux qui, au moins par démagogie vis-à-vis des populations de la région qui se sentent solidaires des Palestiniens, manifestent une opposition au massacre en cours. Pour jouer l'apaisement, le chef de la diplomatie américaine a demandé à Netanyahu de mener la guerre de manière



BOMBARDEMENTS AMÉRICAINS AU YÉMEN. YÉMEN, OCTOBRE 2023 ARON LAU, PHOTO DE LA U.S. MARINE

plus « humaine », dans le respect du « droit international ». Une politique meurtrière d'accord, mais plus discrète !

Vis-à-vis du président égyptien, le plus concerné tant par la crainte de voir arriver en Égypte des centaines de milliers de réfugiés fuyant Gaza que par les perturbations du trafic du canal de Suez, importante ressource

pour son pays, Blinken a brandi l'argument qu'un rapprochement israélo-arabe serait la meilleure façon d'isoler l'Iran « et ses supplétifs qui causent tant de tort à peu près tout le monde dans la région ». En ligne de mire, la sécurité de la mer Rouge et les Houthis.

Car les paroles ne suffisent pas. Dès le début de la guerre à Gaza, les États-Unis avaient dépêché l'un de leurs plus gros porte-avions et toute une flottille attenante au large des côtes palestiniennes pour surveiller la région et menacer toute velléité de l'Iran ou du Hezbollah libanais d'intervenir dans la guerre menée par Israël à Gaza. En décembre, les États-Unis avaient mis en place une coalition militaire d'une vingtaine de pays, dont la France et le Royaume-Uni. Avec à la clé une flotte de guerre aérienne et navale destinée à protéger les navires de commerce empruntant la mer Rouge des attaques par drones et missiles de la part des Houthis, qui entendent bloquer les navires à destination d'Israël : plusieurs porte-containers ont été frappés, sans grands dégâts. Cette coalition dite des « Gardiens de la prospérité », c'est celle des pays riches donc, tout un programme !

Dans la nuit du jeudi 11 janvier et le samedi suivant, les aviations britannique et américaine ont effectué plus de 150 frappes visant des installations militaires ou des bases de radar, causant plusieurs morts.

De la part des Houthis, intégristes chiïtes soutenus par l'Iran, au pouvoir dans la capitale du Yémen, Sanaa, et dans la région nord-ouest du pays, il s'agit surtout de démagogie vis-à-vis de leur propre population face à son concurrent, le pouvoir rival, soutenu par l'Arabie saoudite, qui contrôle le reste du pays. Bien plus que d'un soutien aux Palestiniens.

Mais peu importe. Pour les dirigeants des pays impérialistes, on peut massacrer des dizaines de milliers de Palestiniens, mais on ne touche pas à une route commerciale par laquelle transitent 12 % du commerce mondial !

PAR OLIVIER BELIN • 16/01/2024

## ARGENTINE LA GRÈVE NATIONALE DU 24 JANVIER : PREMIÈRE RIPOSTE SYNDICALE À MILEI

Minoritaire au Parlement, le président d'extrême droite Milei a lancé avec son « décret de nécessité d'urgence », le DNU, une avalanche de mesures contre les travailleurs et les pauvres, avec l'abrogation de plus de 300 lois sociales et 3 500 réglementations (aides sociales, attributions d'aide alimentaire d'urgence, limitations des hausses de loyer, jusqu'à la santé, aux transports et à la privatisation de 41 entreprises publiques et de l'éducation...), la dévaluation massive du peso (plus de 50 % avec une inflation de 211 % en 2023 et 25 % dans les trente jours suivant son investiture le 11 décembre), et des dispositifs sécuritaires limitant la liberté de manifestation et criminalisant le mouvement social<sup>1</sup>. Les premières mobilisations contre le DNU ont vu des manifestations à quelques dizaines de milliers, des rassemblements et casseroles dans les quartiers populaires et les villes de l'intérieur (plus de 20 000 à Córdoba fin décembre). Ces réactions ont poussé la puissante centrale syndicale CGT à proposer une journée d'action le 24 janvier.

### LA FUITE EN AVANT DE MILEI ET LES MANŒUVRES DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

Ce père Noël fasciste n'a eu de cadeaux que pour ses amis riches, ceux de la « caste » qu'il insultait pendant la campagne électorale : amnistie pour les fraudes fiscales, autorisation à ne pas déclarer leurs domestiques, taux préférentiels pour revendre leurs dollars, vente à prix bradés des biens publics.

Les premières réactions à ces mauvais coups ont été spontanées et souvent impulsées par l'extrême gauche. Depuis la fin décembre, des secteurs de travailleurs se mobilisent : dans la culture, à la Banque centrale en voie de privatisation, ou parmi les infirmières du Grand Buenos Aires. Cette pression de la base a poussé la CGT à un appel à une grève nationale de 12 heures le 24 janvier. Des unions régionales de la fonc-

tion publique, comme à Salta – ville ouvrière de 500 000 habitants, siège de nombreuses luttes ouvrières –, ont appelé à des grèves de 48 heures les 11 et 12 janvier. La politique de la CGT ne vise pas à faire reculer Milei, mais à négocier quelques concessions. La mobilisation de la branche route et ferroviaire qui a connu de nombreuses assemblées syndicales ces derniers jours indique d'importantes possibilités de blocage. Mais, au lieu de pousser l'avantage et d'explorer les possibilités d'une extension, les bureaucraties limitent l'action à des manifestations et à une grève sur une seule journée.

### L'EXERCICE DÉLICAT DE L'UNITÉ

Faire reculer Milei exige à la fois des actions déterminées, avec une grève nationale illimitée, et une unité du monde du travail pour résister à l'offensive et à la représen-



MOBILISATION DES « PIQUETEROS ». | ARGENTINE, DÉCEMBRE 2023

sion qui se prépare. L'exercice est difficile. Pagina 12, journal de gauche, signalait le 13 janvier que des secteurs importants du péronisme politique et syndical se plaçaient dans une logique d'amendements du plan Milei afin « d'éviter le pire ». Le 12 janvier, une rencontre a eu lieu entre la direction de la CGT et des représentants de la coalition électorale trotskiste FIT-U, notamment ses députés. Elle a clairement dénoncé les espoirs de la CGT de combattre la casse sociale via des pressions parlementaires. L'urgence est plutôt à une intervention indépendante des travailleurs, loin des illusions institutionnelles. L'influence de l'extrême gauche est certes faible au regard du poids de la bureaucratie syndicale. Mais elle a des points d'appui parmi certains secteurs, comme les travailleurs du pneu, de la santé, dans la jeunesse, et surtout dans le mouvement de chômeurs des

« piqueteros ». Les organisations du FIT-U ont la possibilité de devenir une force révolutionnaire hors du seul cycle électoral, qui offre une perspective politique aux luttes des travailleurs, en opposition avec la bureaucratie syndicale dans le climat d'effondrement social.

PAR TRISTAN KATZ • 15/01/2024

1. Par exemple les aides sociales seront coupées aux chômeurs qui bloquent les routes pour se faire entendre, les piqueteros, s'ils se livrent à des actions militantes. Les syndicats ou collectifs militants ont déjà reçu des « factures » pour le déplacement des forces de l'ordre et des amendes pour les rassemblements interdits fin décembre.

## MIGRANTS, TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

# De l'air, ouvrez les frontières ! Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

2024 a déjà apporté son lot de morts de migrants : dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 janvier, un bateau de migrants a chaviré par grand froid près d'une plage du Pas-de-Calais. Cinq morts.

En 2020, ils étaient 281 millions dans le monde à vivre dans un autre pays que le leur. Des hommes, des femmes, des enfants qui ont fui la misère, les guerres, la sécheresse.

Non seulement les classes dirigeantes ne font qu'accentuer les conditions d'exploitation et d'oppression, mais les États qui les servent ont considérablement durci la répression. Et les pays d'immigration – et pas seulement les pays riches – traitent de plus en plus durement ceux qu'ils ont fait venir pour travailler dans leurs plantations, leurs mines, leurs usines, ou pour nettoyer leurs détritiques.

Les migrants ont été chassés de leur pays d'origine par des maux dont sont grandement responsables nos dirigeants, les multinationales, entre autres

françaises, qui en pillent les richesses, polluent et rendent certaines zones inhabitables. Parce que ce sont ces multinationales qui se tiennent derrière les guerres civiles dans des pays dépecés pour leurs richesses minières. Parce que ce sont les dirigeants des puissances impérialistes qui soutiennent les dictatures dans les pays d'émigration.

Les migrants font partie des classes populaires, du monde du travail. De ceux qui, comme nous, vont là où ils peuvent avoir du boulot et les moyens de vivre. Ils ont leur place là où ils souhaitent aller. Et nous devons nous battre pour qu'ils soient accueillis avec les mêmes droits que tous les travailleurs et lutter contre les préjugés racistes et xénophobes dont ils sont victimes. Eux comme nous sommes citoyens du monde, ce monde de demain à construire, où les seuls étrangers seraient les exploités et les oppresseurs.

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER

• 15/01/2024



MANIFESTATION CONTRE LA LOI MACRON-LE PEN. | PARIS, 14 JANVIER 2024 | HERMANN CLICK

## QUE CONTIENT LA LOI MACRON-LE PEN ?

### LA « PRÉFÉRENCE NATIONALE » POUR LES AIDES SOCIALES : UN RACISME PAS VOILÉ DU TOUT

Les aides au logement ne seront désormais accessibles aux étrangers qu'après cinq ans de présence sur le territoire (ou trois mois de travail). Le droit au logement opposable ne sera accessible aux étrangers qu'après cinq ans de présence (ou deux ans et demi pour ceux qui travaillent) contre six mois précédemment. Les prestations familiales ne seront désormais accessibles aux étrangers qu'après cinq ans de présence sur le territoire (ou deux ans et demi pour ceux qui travaillent) contre six mois précédemment.

### LE « DROIT DU SOL » REMIS EN CAUSE

Aujourd'hui, les jeunes qui sont nés et ont grandi en France, acquièrent automatiquement la nationalité française à leur majorité ou sur demande à partir de l'âge de 13 ans. Le caractère automatique de l'obtention de la nationalité sera supprimé, remplacé par l'obligation d'une démarche entamée entre 16 et 18 ans.

### LE DÉLIT DE SÉJOUR IRRÉGULIER RÉTABLI

Le délit de séjour irrégulier est par ailleurs rétabli (il avait été supprimé en 2012), passible de 3 750 euros d'amende et de trois ans d'interdiction du territoire.

### EXCLUSION DES PERSONNES VISÉES PAR UNE OBLIGATION DE QUITTER LE TERRITOIRE FRANÇAIS (OQTF) DU DROIT À L'HÉBERGEMENT D'URGENCE

Tout étranger visé par une OQTF sera exclu du droit à l'hébergement d'urgence, sauf situation de « détresse

grave ». On se demande bien ce que peut être une « détresse non grave »...

### CONTRAT DE MÉFIANCE

Tout étranger, au moment de sa régularisation, devra signer « un contrat d'engagement au respect des principes de la République ». Les préfetures pourront décider arbitrairement lors du renouvellement du titre de séjour quelle infraction justifierait de faire basculer le demandeur ou la demandeuse dans la condition de sans-papiers.

### PAS DE FACILITATION DES RÉGULARISATIONS PAR LE TRAVAIL

Malgré tout le tintamarre autour des « secteurs en tension » où les régularisations étaient censées être facilitées, aucune garantie n'est donnée par ce texte.

### LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DEVRONT FOURNIR UNE CAUTION POUR AVOIR ACCÈS À UN TITRE DE SÉJOUR

L'obtention d'un titre de séjour portant la mention « étudiant » est subordonnée au dépôt d'une caution qui sera restituée au moment du départ ou dans l'hypothèse d'une régularisation.

PAR XAVIER CHIARELLI • 15/01/2024

## GRÈVE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS 2007-2010 : UN MOUVEMENT SANS PRÉCÉDENT

Les immigrés en France font pratiquement tous partie de la classe ouvrière. Des plus exploités, des plus mal payés, peut-être. Mais c'est le fait d'être des travailleurs, comme nous tous, les seuls qui soient indispensables pour faire tourner toute la machine, sur les chantiers, dans les usines, les cuisines des restaurants ou parmi la main-d'œuvre agricole, qui fait leur force. Comme on l'a vu notamment lors du mouvement de grève massif des travailleurs sans-papiers de 2007-2010. Sans-papiers, peut-être, mais indispensables comme cet ouvrier gréviste du bâtiment qui montrait à la télé son seul papier officiel : son laissez-passer pour entrer dans les locaux de l'Assemblée nationale, puisqu'il y faisait les travaux. Cette Assemblée qui lui refusait le droit de séjour.

# LE RACISME DANS L'ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX, UNE RÉALITÉ QUE LA LOI DARMANIN VA ENCORE AGGRAVER

**A**llocations familiales, aides au logement, prime d'activité, etc., sont conditionnés par le Code de la Sécurité sociale, dans lequel ce qui a trait aux populations étrangères est particulièrement complexe et donc source d'erreurs. La complexité réside d'abord dans la diversité des titres de séjour : les personnes réfugiées, celles disposant d'un titre de séjour long ou temporaire, d'un récépissé de prolongation, etc. Chacun de ces titres donne accès à des délais différents d'ouverture de droits. Mais c'est aussi la prise en compte des situations familiales qui provoque beaucoup de problèmes. Nombreux sont celles et ceux dont la famille est restée au pays et qu'ils ne déclarent qu'au moment où cette dernière les rejoint en France. Mais, bien qu'à l'étranger, elle doit être prise en compte et ces déclarations tardives provoquent bien souvent des dettes envers la Caisse d'allocations familiales (CAF).

Les agents qui informent les allocataires sont souvent peu formés et transmettent parfois des informations partielles à des personnes qui, bien souvent, maîtrisent peu le français et encore moins le français administratif.

En dehors d'un système dont la complexité écarte les étrangers, les lois sur l'immigration sont profondément racistes. La nouvelle loi Darmanin fait que les alloca-

tions familiales et les aides au logement ne seront attribuées qu'aux personnes résidant en France depuis cinq ans. Celles qui en bénéficient déjà sans remplir cette condition vont donc se les voir retirer, elles qui n'ont parfois que ces aides pour payer leur loyer et subvenir aux besoins de leurs enfants. Cette condition de séjour est déjà appliquée depuis 2016 pour l'accès au RSA et à la prime d'activité. Cela signifie que des personnes qui vivent et travaillent en France depuis moins de cinq ans ne peuvent pas bénéficier des droits pour lesquels elles cotisent. Cela signifie aussi qu'il faut parvenir à fournir tous les papiers qui attestent d'une présence régulière depuis cinq ans sans interruption. À l'heure actuelle, nombreuses sont les personnes étrangères à qui l'on réclame de nouveaux documents qui prennent parfois des mois à arriver. Leurs dossiers seront-ils un jour enfin traités ? Et, même quand les allocations sont accordées, il arrive qu'elles soient retirées parce qu'un autre document est finalement absent... ou parce qu'une nouvelle loi vient de passer.

La loi Darmanin vient renforcer une réalité déjà bien sale. Sur le terrain, c'est un véritable parcours du combattant pour faire reconnaître les droits existants. Il est grand temps de renverser ce système raciste.

PAR ANNE BODIGEL • 14/01/2024

>> **2007** – Après une énième campagne anti-immigrés, Sarkozy était élu président de la République. Quelques semaines plus tard, lors d'une grève dans l'Essonne au restaurant Buffalo Grill, des travailleurs sans papiers réclamaient leur régularisation et obtenaient gain de cause pour la première fois dans une entreprise. Plus tard, fin 2007, une circulaire du gouvernement intégrait la régularisation de travailleurs, mais excluait les intérimaires.

**AVRIL 2008** – Après des grèves avec occupation dans la restauration et bien d'autres secteurs commerciaux et industriels, dont trois d'agences d'intérim à Paris, certaines dirigées directement par les grévistes organisés en comités de grève, les discussions avec le gouvernement ont permis de régulariser des centaines de grévistes, avec l'accord de l'employeur.

**FIN 2008** – Suite à l'occupation de l'agence Perfect Interim, des négociations entre l'administration et la CGT intérim ont abouti à une modification de la circulaire de 2007, ouvrant la voie à la régularisation des intérimaires. Suite à ces grèves, des centaines de dépôts de dossiers ont permis de nombreuses régularisations en préfecture. Mais, en l'absence de nouvelles grèves, le gouvernement a assez vite adopté une stratégie d'enlèvement.

**EN 2009** – Un groupe de onze organisations (associations et syndicats) s'est réuni et a planifié le lancement d'une vague de grèves dans le bâtiment, le nettoyage, la restauration, l'intérim, avec des occupations à partir d'octobre 2009. Ce mouvement a duré jusqu'à fin 2010



CORRESPONDANTS

et a mobilisé 6 800 grévistes. Les intérimaires ont occupé des dizaines d'agences d'intérim, puis, tous ensemble, le bitume 24 heures sur 24 au pied de l'Opéra Bastille durant plusieurs semaines en mai et juin 2010, jusqu'à l'obtention de nouvelles promesses de régularisation, ainsi que la Cité de l'histoire de l'immigration (!) à l'automne 2010...

La majorité des grévistes a finalement été régularisée et des milliers de travailleurs sans papiers ont négocié directement avec leurs employeurs et les préfetures. Ce mouvement, très populaire pendant toute sa durée, a mis en lumière la condition principalement ouvrière de l'immigration, reliant cette lutte à celle de tous les travailleurs. Les sans-papiers ne sont pas des gens qu'il faudrait « assister », mais des travailleurs qui luttent contre les conditions de leur exploitation !

PAR BERTRAND PAGE • 15/01/2024

## SUR LE TERRAIN, EN HAUTE-VIENNE Galère pour un passeport

X, un jeune mineur isolé immigré, était sous la protection de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Il est sous contrat d'apprentissage avec l'Éducation nationale.

À ses 18 ans, il a été sorti de la protection de l'ASE. Pour tenter de régulariser sa situation, il doit récupérer son passeport au consulat d'une ville située à 400 kilomètres : sept heures de train, obligation de dormir sur place (pas de possibilité de retour le jour même) et plus de 150 euros de frais ! Heureusement, les associations d'aide aux migrants, par leurs réseaux, ont pu lui trouver un hébergement et prendre en charge son déplacement.

### SANS ACCOMPAGNEMENT

À Limoges, depuis près de quatre mois, les associations s'occupant des mineurs non accompagnés (MNA) ont constaté que certains se retrouvaient dehors. Quand les associations rencontrent quelques-uns de ces jeunes à la rue, elles les accompagnent au Conseil départemental qui, dans ce cas,

prend en compte leur inscription. Mais combien se voient rejetés quand ils se présentent seuls ?

### CRISE DU LOGEMENT ?

Quand les migrants ou les sans-abris appellent le 115 pour un hébergement d'urgence, la réponse est quatre fois sur cinq qu'il n'y a pas de place. Des associations à Eymoutiers, petite ville à 45 kilomètres de Limoges, ont occupé un immeuble de onze logements en bon état, vacants depuis 2016. Cela a permis à 70 personnes, dont 26 enfants, d'y trouver temporairement un toit, de trouver de l'aide auprès de la population, bien contente que cet immeuble vide retrouve la vie. Malheureusement, l'autorisation d'occupation prenait fin le 5 août. Cet immeuble de onze logements se retrouve à nouveau vacant et muré par le propriétaire, l'Odhac 87, un organisme public de logement social !

CORRESPONDANTS • 14/01/2024

# La gauche et la loi immigration : bien peu d'enthousiasme à mobiliser !

Contre la loi immigration adoptée le 19 décembre 2023, une bonne partie de la gauche n'a pour le moment appelé à aucune mobilisation avant le 21 janvier, malgré les appels de plus de 450 organisations, collectifs et associations derrière la Marche des solidarités – notamment à la mobilisation le 14 janvier. Manière de se placer au plus près de l'examen de la loi par le Conseil constitutionnel pour « faire pression » et de garder ainsi la main sur la mobilisation. Et aussi de ne pas mettre en avant la régularisation de tous les sans-papiers dont ne veut pas l'intersyndicale et que les 450 collectifs et associations ont bien raison de revendiquer.

### LE CONFUSIONNISME SUSPECT DE LA GAUCHE DITE « POLITIQUE »

Il faut pourtant bien donner une réponse immédiate à la question : faut-il accueillir ou non les migrants ? La nôtre est : liberté de circulation et d'installation. Mélenchon, lui, déclarait le 30 janvier 2022 dans « C dans l'air » : « Les frontières craquent de partout [...]. Je fais la proposition d'organiser une conférence des frontières en Europe, pour discuter avant que les crises ne se déclenchent. » Comme une concession à l'idée qu'une partie des migrants ferait partie du problème et pas de la solution.

Quant au porte-parole du PCF, Fabien Roussel, il n'a pas hésité à affirmer le 5 décembre à la radio : « Ce que nous voulons,

nous, c'est [...] améliorer [le texte du gouvernement]. »

La gauche, « unie » pour l'occasion, a finalement voté une motion de rejet le 11 décembre, adoptée... grâce au soutien, pour des raisons inverses, du Rassemblement national (RN) et d'une partie des députés Républicains. Il suffit au gouvernement de faire, sous la dictée de ces derniers, une nouvelle mouture pour qu'elle soit adoptée le 19 décembre... avec les voix de LR et du RN.

### DANS LE STRICT RESPECT DE LA CONSTITUTION... CONTRE LA MOBILISATION !

Le soir même du vote, le député PS Philippe Brun se défendait sur LCP : « Évidemment qu'il faut une loi sur l'immigration en France [...], il y a beaucoup trop de titres de séjour aujourd'hui [...]. Le gouvernement est en place depuis sept ans, il a été incapable d'exécuter les obligations de quitter le territoire français. » Comme quoi, cette « gauche »-là constitue un rempart contre pas grand-chose !

Et si le Conseil constitutionnel valide l'essentiel de la loi Darmanin, que faudra-t-il faire ? Heureusement que ceux qui ont manifesté le 14, qui le referont sans doute le 21, qui se sont mis en grève sur les chantiers des JO, se sont mobilisés sur leurs lycées, universités, ou ont combattu cette loi sur leur lieu de travail n'ont pas attendu la gauche institutionnelle pour se battre afin que soit retirée cette loi d'extrême droite.

PAR LÉO BASERLI • 15/01/2024

# Revendiquons de quoi vivre et pas survivre !

Face à l'inflation alimentaire, le gouvernement a prolongé pour l'année 2024 la mesure permettant d'utiliser les titres-restaurant pour tout type de courses alimentaires, mesure qui aurait dû prendre fin le 31 décembre dernier. Une décision qui en dit long sur la situation de nombreuses familles.

Selon les derniers chiffres de l'Insee, en 2021, plus de neuf millions de personnes vivaient en-dessous du seuil de pauvreté. Les chiffres officiels de l'inflation sont systématiquement sous-estimés, mais, pour les associations de consommateurs, le chariot de courses est bel et bien passé de 100 euros à 125 euros en un an. Dans le même temps, selon l'Insee, entre la fin 2021 et le deuxième trimestre 2023, l'achat de produits alimentaires a reculé de 11,4 %.

Cela signifie que de nombreuses personnes doivent se priver de nourriture et ont recours aux banques alimentaires. Les Restos du cœur avaient appelé à l'aide en septembre dernier pour trouver les 35 millions d'euros qui leur manquaient pour boucler leur budget 2023. Ils ont annoncé devoir diminuer le nombre de personnes accueillies et de repas distribués. Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture, en visite dans un centre des Restos du cœur en novembre dernier, a même déclaré que « plus de sept millions de personnes sont dépendantes de l'aide alimentaire ». Ce constat n'empêche pas le gouvernement de proclamer que l'inflation ralentit et que nos salaires ont été suffisamment revalorisés !

Seules nos luttes nous permettront de nous en sortir ! Revendiquons tous et toutes ensemble 400 euros supplémentaires sur nos feuilles de paie et pas de salaire sous les 2 000 euros net par mois !

PAR LYDIE GRIMAL • 15/01/2024



## LA POSTE RENNES, BORDEAUX, LILLE : DÉBRAYAGES POUR LES SALAIRES ET LES EMBAUCHES

En France, 10 000 postiers travaillent quotidiennement au sein d'une trentaine de plateformes industrielles du courrier (PIC), 24 heures sur 24, pour trier et envoyer le courrier partout dans le pays. Dans ces centres de tri, ces ouvriers en horaires décalés de La Poste sont payés au lance-pierre - à peine plus que le Smic, sans treizième mois. Récemment, plusieurs équipes des PIC ont montré leur mécontentement.

### CONTRE LE SOUS-EFFECTIF À RENNES

Au mois de septembre, à Rennes, une majorité de l'équipe de production du matin décidait une journée de grève pour exiger quarante embauches. Un minimum pour venir combler le sous-effectif, suite à la récupération du courrier de la PIC de Caen, que La Poste a décidé de fermer. Les grévistes demandaient aussi une prime de 1 000 euros. La nouvelle de ce débrayage allait non seulement se propager en équipe de nuit, où une dizaine de postiers décidaient de suivre le mouvement, mais l'idée de débrayer allait se répandre dans d'autres PIC.

### UN DÉBRAYAGE LA VEILLE DE NOËL

À la PIC de Lesquin, dans la banlieue de Lille, le mois de décembre a vu plusieurs petites équipes exprimer leur colère. Dans la brigade du matin, une dizaine de postiers du tri manuel ont arrêté le travail pour dénoncer le manque de chauffage. Une autre équipe qui livre le courrier aux entreprises tôt le matin a débrayé trois fois une heure pour le rallongement d'une prime de réorganisation. Enfin, à la veille de Noël, neuf travailleurs de la brigade d'après-midi décidaient de débrayer une heure pour dénoncer les salaires trop bas et le manque d'embauches. De nombreux postiers du site ont marqué leur solidarité avec ce débrayage, en applaudissant ou en montrant des signes de sympathie.

### UNE NOUVELLE ANNÉE DE DÉBRAYAGE

Début janvier, c'est à Bordeaux que des postiers débrayaient, en plus grand nombre. En brigade du matin, une trentaine d'agents de production ont quitté le travail pendant une heure pour discuter collectivement de la suite. Ils dénonçaient la faiblesse des salaires mais aussi la division qu'instauraient la direction en promettant à certains et pas à d'autres des grades supplémentaires. Là où la direction voulait diviser, il est au contraire apparu logique de revendiquer des augmentations de salaire générales et uniformes, car l'inflation est subie par tous. En reprenant le travail, les grévistes ont pu exprimer la fierté d'avoir participé au débrayage. Le nombre de grévistes a d'ailleurs été un encouragement à remettre ça dès la semaine suivante. En essayant de propager le mouvement dans les équipes de nuit et d'après-midi.

Ces actions de dizaines de salariés sont encore minoritaires, mais elles se répondent les unes aux autres. Car la question des salaires et celle des embauches restent la principale préoccupation des travailleurs à La Poste, comme dans bien d'autres entreprises. Une grève massive et déterminée dans les centres de tri pourrait d'ailleurs donner des sueurs froides à la direction et encourager d'autres postiers à rejoindre le mouvement.

CORRESPONDANTS • 15/01/20234

## >> SUR NOTRE SITE INTERNET

Plus d'articles et de brèves des premières lignes à lire : [nouveaupartianticapitaliste.fr](http://nouveaupartianticapitaliste.fr)



## RATP PAS D'AUGMENTATION, PAS DE TRAIN !

Des ouvriers de la maintenance de la RATP prévoient de se mettre en grève le 8 février prochain. Après les grèves de l'automne 2022, le noyau dur remet le couvert. Même thème : 300 euros de plus pour toutes et tous - et pas en primes ! - en revalorisation du salaire « statutaire ». Alors que l'argent n'a jamais autant rempli les poches des riches : ceux qui assurent la maintenance des trains et achèment tous les jours les travailleurs ne le voleraient pas.

Les Jeux olympiques se présentent comme une occasion de rappeler à quel point nous sommes indispensables, en décalage complet avec notre rémunération. Pour nous faire entendre, il faudra être nombreux en grève ce 8 février et en manifestation, pas de raisons d'attendre l'été. Une façon de nous adresser à l'ensemble de nos collègues du transport avec qui on partage des conditions de travail dégradées et des salaires au rabais, et même au reste des travailleurs. Ensemble on pourrait gagner ! Cette journée de grève est un premier round, il faudra le poursuivre.

CORRESPONDANTS • 16/01/2024

# REVE



## DÉCATHLON : À FOND LES PROFITS

Le premier samedi des soldes, partout en France, dans des dizaines de magasins Décathlon, les vendeurs et vendeuses ont tombé le gilet et débrayé pour de vraies augmentations de salaire. Avec plus ou moins de succès, mais certains endroits ont formé de gros piquets de grève.

Alors que l'enseigne affiche des résultats record depuis deux ans (923 millions d'euros de bénéfices en 2022, et 806 millions de dividendes versés en 2023 en grande partie aux principaux actionnaires de la riche famille Mulliez), les négociations annuelles obligatoires (NAO) n'ont débouché que sur une augmentation générale de 1,7 %, et un euro de plus sur les tickets-resto. Ridicule, surtout au vu de l'inflation.

Depuis des années, la direction compte sur un système de primes et sur le turnover important d'une partie des effectifs pour justifier des salaires de base au ras du Smic... mais cette année, les salariés ont sorti le carton rouge !

CORRESPONDANTS • 15/01/2024

## SNCF PARIS RIVE-GAUCHE : GRÈVE À L'AIGUILLAGE

Les 22 et 23 décembre, les aiguilleurs, aiguilleuses et agents de circulation de la région Paris Rive-Gauche étaient nombreux en grève. La grève a été particulièrement suivie dans les postes autour d'Austerlitz et Juvisy, là où des cheminots et cheminotes, syndiqués ou non, se sont emparés de cet appel et l'ont discuté autour d'eux. Les problèmes s'accumulent : par exemple la compensation du temps de « remise de service », indispensable, car un agent circulation doit transmettre à la personne qui le relève les informations sur les opérations de sécurité ferroviaire. Des minutes de temps de travail quotidien jamais payées ! Il y a un an la direction a décidé de créditer ce temps sur un compteur qu'elle peut tout simplement vider par différents moyens.

Mais ce qui a le plus contribué à la mobilisation, ce sont la faiblesse des salaires et les mesures ridicules annoncées à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO). Quelques jours avant la grève, la direction a proposé quelques augmentations de primes, soit temporaires, soit très faibles, en échange du retrait des préavis de grève. Chantage patronal classique qui n'a trompé personne. Ces deux journées de grève ont contribué à construire le rapport de force, et à préparer sans doute des suites. Dans ce type de mobilisation catégorielle, les grévistes sont très attachés à leurs revendications de « métiers », mais une bonne partie d'entre eux a conscience que pour gagner, l'extension de la grève est vitale. Les augmentations générales de salaire faisaient partie des revendications.

CORRESPONDANT • 16/01/2024

## TRANSPORTS LES ENTREPRISES DE TRANSPORT CHAMPIONNES OLYMPIQUES DE LA PÉNURIE !

Le manque de conducteurs de transport en commun va se faire plus aigu encore l'été prochain en région parisienne. Avec plus de quinze millions de touristes espérés pour les JO, les besoins de déplacements seront énormes.

Le groupe Keolis fait passer des offres d'emploi pour anticiper. Au menu, la mise à disposition dans une filiale, avec maintien des conditions de l'entreprise d'origine, en particulier l'ancienneté. Mais aussi, de multiples primes : quotidienne, hebdomadaire, repas et hôtel pris en charge, plus quelques allers-retours à domicile. Au total, 2 450 euros de primes pour qui se rendrait disponible sur toute la période. Dans les autres grands groupes type Transdev, des dispositions analogues sont proposées tandis que les négociations battent leur plein à la RATP.

Voilà un aveu de taille, le prix que le patronat du transport peut mettre dans des circonstances exceptionnelles... et il a encore de la marge ! De quoi inspirer les travailleurs sur la valeur réelle de leur travail et le parasitisme du patronat.

Dans les milieux syndicaux, deux attitudes semblent s'opposer. Les centrales syndicales donnent des gages de responsabilité. Le 11 décembre, Sophie Binet déclarait qu'étant partie prenante du comité d'organisation des JO, la CGT n'allait pas « s'amuser à gâcher la fête ». Puis, dans un semblant de radicalité : « Pour éviter les grèves, le mieux c'est de satisfaire les revendications. » La feuille de route est clairement donnée : éviter la grève.

L'attitude inverse consiste à présenter les JO comme un

## SNCF DÉBRAYAGES AU MATÉRIEL

Des débrayages ont lieu dans les technicentres TGV (Conflans, Landy, Châtillon, Lyon Gerland) les 9 et 16 janvier réunissant plusieurs centaines de cheminots et cheminotes de la filière matériel. C'est dans ces technicentres que travaillent des cheminots qui réparent et entretiennent les rames TGV. Généralement des métiers mal payés, avec peu de reconnaissance, du travail de nuit ou en horaires décalés et un recours à l'intérim important. Là aussi la colère gronde. Des assemblées générales se sont tenues aux prises de service des différentes équipes. Toutes celles et tous ceux qui profitent de ces appels syndicaux pour tenter d'organiser la mobilisation et réfléchissent à partir en grève ont raison. La fédération SUD-Rail, à l'initiative de ces rassemblements, réclame l'ouverture de négociations dans le but d'obtenir des augmentations de primes spécifiques à la filière matériel ou promises pendant la période des JO. C'est surtout l'occasion de discuter de comment s'adresser à d'autres métiers, présents sur les mêmes sites ou en lien avec les technicentres, et sur quelles revendications se mobiliser, sans rien attendre des réunions promises par la direction.

CORRESPONDANT • 16/01/2024



MANIFESTATION DU 1<sup>ER</sup> MAI GUINGAMP, MAI 2021 | CORRESPONDANT

« moment clé » mais c'est sous-estimer l'impact d'une grève en temps normal. Ce sont les transports qui permettent aux entreprises de tourner au quotidien. De plus, à mesure que l'événement arrive, la pression augmente du côté de l'État et du patronat, mais aussi de l'opinion publique. Le piège serait de reporter toute action gréviste dans l'attente des JO. Le patronat se prépare dès maintenant pour les JO, les travailleurs pourraient faire de même.

Ces problèmes de salaires et de conditions de travail, sont généraux. Pour obtenir des avancées pérennes, avec des entreprises morcelées, il faut s'adresser aux collègues du dépôt d'à côté, populariser les revendications les plus unificatrices et donc ne pas limiter son horizon à un événement qui, même s'il brasse des milliards, ne permettra pas de rattraper tout ce que le patronat nous a repris ces dernières années.

Nous avons toujours intérêt à la grève. Chacune d'entre elles augmente le niveau de conscience donc notre capacité collective à contre-attaquer. Difficile de prédire dans quel état d'esprit seront les travailleurs face aux JO, s'ils feront respecter leur droit au repos hebdomadaire, qu'un décret publié en novembre remet déjà en cause. Mais il faut qu'ils défendent leurs intérêts en toute circonstance, sans se laisser dominer par les calendriers sportifs.

PAR PHILIPPE CAVEGLIA • 15/01/2024



>> Lire la version longue sur notre site web :

[nouveau-parti-anticapitaliste.fr/les-entreprises-de-transport-championnes-olympiques-de-la-penurie](https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr/les-entreprises-de-transport-championnes-olympiques-de-la-penurie)

## Guingamp, 12 janvier au tribunal : « Qui sème le 49.3, récolte la colère ! »

Vendredi 12 janvier 2024, trois militants de la CGT Guingamp étaient convoqués au tribunal dont notre camarade Gilles, militant du NPA et syndicaliste CGT à la CAT Transdev 22, pour répondre de « violences » sur les gendarmes de cette même ville et entrave à la circulation routière et ferroviaire. Violences très relatives, car aucun n'a été blessé... si ce n'est dans leur orgueil, délit qui n'est pas mentionné dans le Code pénal. Les cégétistes incriminés avaient « déposé » ou « jeté » des sacs poubelle en direction d'un cordon de gendarmes bloquant l'accès à la sous-préfecture.

Les faits se sont déroulés lors des manifestations du printemps 2023 contre la réforme des retraites. Les manifestations particulièrement suivies avaient rassemblé près de 20 % de la population autour de Guingamp (environ 50 000 habitants). Menées par une intersyndicale unie et offensive, une quinzaine de manifestations ont émaillé le mouvement, avec un nombre de grévistes significatif.

La tension est montée, comme partout dans le pays, après l'adoption de la loi via le 49.3. Le 28 mars, suite à une provocation de la sous-préfecture qui prétendait fixer les modalités du parcours de manifestation, l'intersyndicale a été « débordée » par les 2 000 personnes présentes. Un cordon de gendarmes a été assailli à coup de sacs « poubelles », qui n'étaient plus ramassés pour cause de grève. Manifestement vexées, la gendarmerie et la justice ont lancé une enquête et convoqué quatre militants pendant l'été, dont trois ont passé une matinée en garde à vue.

Les trois militants ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et 200 euros d'amende chacun. Rappelons que près de Guingamp, à Morlaix, en fin d'année, cinq militants ont aussi écopé de 250 euros d'amende et un sixième de 500 euros. Tous des syndicalistes également. Un pouvoir autoritaire qui glisse naturellement vers une politique de plus en plus ouvertement réactionnaire et n'a plus pour seule perspective que le rapport de force. C'est ce même rapport de force que défend notre parti en plaçant au centre des mobilisations l'urgence révolutionnaire !

CORRESPONDANTS • 16/01/2024

## AVEC PRESQUE 300 000 EUROS COLLECTÉS EN CETTE FIN D'ANNÉE 2023, NOTRE SOUSCRIPTION EST UN SUCCÈS À POURSUIVRE !

MERCI À TOUTES CELLES ET CEUX QUI ONT PARTICIPÉ !

Cette première étape est encourageante. Grâce à vos déjà très nombreux dons, notre organisation aura plus de moyens de faire entendre sa voix, celle du monde du travail et de toutes celles et ceux qui se battent avec nous contre cette société capitaliste.

Que ce soit contre la réforme des retraites, lors des grèves pour les salaires dans les entreprises, dans les manifestations contre les violences policières ou en solidarité avec le peuple palestinien, nous avons été, en 2023, sur tous les fronts. Et nous ne lâcherons rien en 2024, car l'inflation, la misère et les guerres ne vont pas cesser de nuire.

Dans cette société où tout se paye, sur qui pouvons-nous compter ? Les partis traditionnels, de droite comme de gauche, profitent d'un savant système qui mélange subventions publiques et généreux dons privés venant des hautes sphères de la société. Mais pour nous, révolutionnaires communistes qui voulons renverser ce vieux monde où l'argent est roi, notre seule richesse vient de ceux qui, dans les classes exploitées, soutiennent nos combats et s'y associent, partagent et défendent nos idées de lutte de classe.

Alors merci encore à toutes celles et ceux qui nous ont donné leur appui. Notre souscription continue en 2024. Dans vos cercles d'amis, de collègues ou dans votre milieu familial, nombreux sont ceux qui partagent sûrement ces mêmes idées et qui veulent leur donner le moyen de s'exprimer. Les petits ruisseaux font les grandes rivières : on a besoin de tous !

**SOUSCRIPTION 2023  
300 000€**

**UN SUCCÈS  
À POURSUIVRE !**

**MERCI**  
À TOUTES CELLES ET CEUX  
QUI ONT PARTICIPÉ !

**LA SOUSCRIPTION  
CONTINUE EN 2024**

»» Paiement en  
chèque ou en ligne :  
nouveupartiantcapitaliste.fr/souscription

»» Pour plus d'informations :  
souscription@nouveupartiantcapitaliste.fr

**NPA**  
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NOUVEAPARTIANTCAPITALISTE.FR @REVOLUTIONNAIRES\_JOURNAL @NOUVEAPARTIANTIC @NPA\_JEUNES

»» Toutes les informations  
et le paiement en ligne  
sur notre site web :



[nouveupartiantcapitaliste.fr/souscription](https://nouveupartiantcapitaliste.fr/souscription)

## AUX EUROPÉENNES POINT DE SALUT SAUF DANS L'EXPRESSION POLITIQUE INDÉPENDANTE DES RÉVOLUTIONNAIRES

Sous la pression des sondages concernant les intentions de vote aux prochaines élections européennes, Macron a procédé à un ravalement de façade pour quelques-uns de ses ministères, afin de confier au soldat Attal la mission de sauver le camp présidentiel du naufrage annoncé. Un sondage publié le 14 janvier annonce 28,5 % des voix pour la liste menée par Jordan Bardella du Rassemblement national, qui serait donc en tête avec dix points de plus devant celle soutenue par Macron et consorts<sup>1</sup>. L'extrême droite est dopée : la « préférence nationale » au cœur de sa propagande depuis des décennies est institutionnalisée avec la loi Darmanin et « en même temps », les attaques contre le niveau de vie du monde du travail ne cessent de pleuvoir de la part du gouvernement et du patronat. Il ne fait plus de doute que les élections de juin prochain vont dépasser le seul enjeu d'envoyer des députés

»»

## RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES **Retraites, salaires, lois racistes, contre les manœuvres de division du patronat, reprendre l'offensive !**

Les 10 et 11 février prochains, de nombreux travailleurs et travailleuses se réuniront pour les deuxièmes Rencontres Nationales Ouvrières (RNO) organisées par la commission ouvrière du NPA. Venus de tout le pays, des militants et sympathisants d'entreprise des secteurs (entre autres) du transport, de la santé, du social, des industries pharmaceutique, automobile ou électronique seront présents pour échanger sur leurs conditions de travail et les perspectives révolutionnaires qu'ils défendent au quotidien.

Militants d'entreprise, militants ou sympathisants du NPA, lecteurs de notre journal, n'hésitez pas à vous inscrire. Lors d'une première séance plénière, nous reviendrons sur le bilan à faire du mouvement contre la réforme des retraites de Macron, qui a occupé la première partie de l'année 2023. L'occasion de décrire l'intervention de quelques camarades, et de critiquer la politique mise en œuvre par les confédérations syndicales, réunies dans cette intersyndicale qui aura conservé la direction du mouvement.

Tout au long du week-end, de nombreux ateliers permettront également d'entrer dans les détails de l'intervention de nos camarades d'entreprise, en tentant de répondre à des questions comme « comment militer avec un mandat CSE ? », « comment répondre au harcèlement sexuel ? », « comment animer

une section syndicale ? » ou encore en partageant des expériences d'organisation de travailleurs (le collectif « soignants pour Gaza » par exemple) et de grèves. Certains de ces ateliers seront animés par des camarades venus spécialement d'Italie, d'Allemagne ou d'Espagne, pour appréhender les spécificités de leurs interventions.

Dans un second plénier, en partant également de l'expérience concrète des camarades de secteurs, nous étudierons l'impact de l'inflation galopante sur notre niveau de vie, et les réponses que les uns et les autres cherchent et éprouvent pour imposer collectivement au patronat des augmentations de salaires significatives. La question du salaire est aujourd'hui au cœur des préoccupations de nombreux travailleurs, à ce titre, nous tenterons de défaire les pièges qui se cachent dans la complexité des systèmes de rémunérations (primes, refonte des conventions collectives, etc). L'objectif sera de dégager de véritables perspectives d'organisation pour préparer la riposte nécessaire du monde du travail à toutes ces attaques.

Pour ce week end de réflexion et de partage d'expérience, le NPA attend nombreux militants et sympathisants d'entreprise, inscrivez vous sans tarder !

Inscrivez-vous par mail à l'adresse suivante :  
[rencontres.ouvrieres@nouveupartiantcapitaliste.fr](mailto:rencontres.ouvrieres@nouveupartiantcapitaliste.fr)

**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

**CONTRE LES POLITIQUES  
ANTISOCIALES ET RACISTES  
POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE :**

**ORGANISONS-NOUS !**

**PARTICIPEZ AUX  
RENCONTRES NATIONALES  
OUVRIÈRES**

**10 & 11 FÉVRIER**

**Pour s'inscrire, envoyer un mail à :**  
[rencontres.ouvrieres@nouveupartiantcapitaliste.fr](mailto:rencontres.ouvrieres@nouveupartiantcapitaliste.fr)

» au Parlement européen : elles seront à la fois un facteur d'accélération de tous les processus de décomposition et de recombinaison au sein des partis de la bourgeoisie mais aussi un tremplin pour la présidentielle de 2027... que le clan Bardella-Le Pen se voit déjà remporter sur les ruines du macronisme. Sans parler de possibles élections législatives anticipées en cas de défaite cinglante pour Macron... Le barrage façon Macron s'est révélé une écluse.

Dans ce contexte, les aiguilles de la boussole politique de l'organisation de Philippe Poutou et Olivier Besancenot qui, en décembre 2022, a scissionné en quittant le congrès du NPA pour mener une politique dite « unitaire » en direction de LFI (politique qui n'avait pas de majorité dans l'organisation) s'affolent de nouveau vers le même aimant. Sous couvert de lutte contre l'extrême droite, en prétendant faire plus de voix qu'elle, à condition de réaliser l'unité de « la gauche radicale », ces camarades postulent pour une place sur la liste électorale de LFI en s'adressant à elle en ces termes : « Pour construire l'unité, il faut un accord sur le contenu. Le programme de la Nupes représente pour nous une avancée par rapport aux politiques menées par la gauche sociale-libérale de Hollande. Nous sommes prêts à défendre ce programme avec vous dans les prochaines élections, malgré les désaccords que nous avons avec. » Les yeux de l'amour rendent-ils à ce point aveugles ?

Les camarades de Philippe Poutou, Olivier Besancenot et Christine Poupin, campent sur leur obstination dite « unitaire ». Dont acte. À voir s'ils sauront convaincre leurs amis de gauche de leur céder quelques strapontins... ce qu'ils n'avaient pas obtenu lors des législatives de 2022. Mais ce n'est certainement pas ainsi que nous pourrions combattre la soif de profits des capitalistes ni l'influence de l'extrême droite, et redonner aux travailleurs

Nous continuons le NPA, un parti de « révolutionnaires » comme l'indique le nom de notre journal. Oui, nous continuons à affirmer l'urgence de la révolution !

des perspectives de luttes pour un bouleversement révolutionnaire, qui enfin placerait nos vies avant leurs profits.

Pour notre part, nous continuons le NPA, un parti de « révolutionnaires » comme l'indique le nom de notre journal. Oui, nous continuons à affirmer l'urgence de la révolution ! Une perspective qui trouve de l'écho dans une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse, tout particulièrement auprès de ceux qui sont en lutte et dans la rue.

En ce qui concerne les prochaines élections européennes, nous confirmons que nous serons présents, seuls ou dans le cadre d'une alliance entre révolutionnaires, pour que la voix des exploités et des opprimés se fasse entendre.

1. Européennes : le RN en tête des intentions de vote, avec plus de 10 points d'avance sur Renaissance (bfmtv.com).

» PHILIPPE POUTOU ET OLIVIER BESANCENOT : DU « TRAVAILLER AVEC LFI », À L'« AVANCÉE » VERS LA NUPES, OU VONT-ILS ? article à lire sur notre site web : [nouveauanti-capitaliste.fr/poutou-besancenot-fi-nupes/](http://nouveauanti-capitaliste.fr/poutou-besancenot-fi-nupes/)

# Sélection culturelle

## LITTÉRATURE

### BRISEURS DE GRÈVE

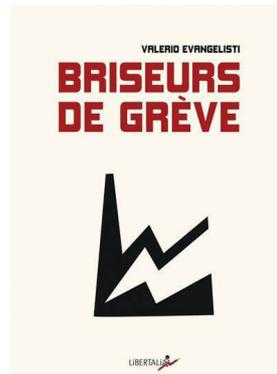
DE VALERIO EVANGELISTI

Écrit en 2011, traduit presque 10 ans plus tard, il s'agit du troisième opus de la trilogie américaine du romancier italien Valerio Evangelisti (après *Anthracite* et *Nous ne sommes rien soyons tout*). Il y dresse l'histoire du mouvement ouvrier américain des années 1880-1920 mais surtout de sa répression particulièrement sanglante à travers la figure de Bob Coates. Homme du peuple réactionnaire, Coates sert de petites mains aux patrons. Embauché par diverses agences de détectives spécialisées dans la casse du mouvement ouvrier, dont la très célèbre Pinkerton, ancêtre de la CIA, il infiltre les organisations syndicales et tabasse les grévistes. Le récit démarre dans un monde ouvrier en ébullition, au lendemain des grandes grèves générales de 1877 et se poursuit jusqu'à la fondation et la montée du syndicat IWW (*Industrial Workers of the World*), la « *One big union* » d'où le titre original est tiré.

Valerio Evangelisti nous a quittés depuis presque un an en laissant derrière lui un travail romanesque riche, documenté et profondément engagé. *Briseurs de grève* est un roman ambitieux et idéal pour se plonger dans l'histoire du mouvement ouvrier et syndical américain.

Traduction de Gisèle Toulouzan et Paola de Luca - Libertalia, 2020, 18€, 528 p.

PAR ALEX GLÜCK • 13/01/2024



### MÉCANO

DE MATTIA FILICE

*Mécano*, un des ovnis littéraires de l'année 2023. Il s'agit du premier roman de Mattia Filice, ex-projectionniste devenu conducteur de train. Entre prose et vers, document et roman, l'écriture s'inspire de son expérience de presque vingt ans sur les rails, dans une entreprise jamais nommée. Du premier entretien à la formation, des premiers trains conduits aux premières grèves, Mattia Filice peint les rapports entre collègues, la solidarité vivante, les marges de liberté que l'on arrive à s'accorder pour grignoter quelques minutes dans une course contre le temps.

Le passage le plus saisissant raconte une grève où la force du collectif prime malgré l'isolement des travailleurs, où les temps de discussion sont arrachés pour convaincre les collègues et pour s'organiser. Des scènes s'enchaînent où les collègues normalement en retrait se révèlent et prennent la parole. Chacun avec ses facilités et son tempérament, prend en charge la grève, son expansion et son organisation.

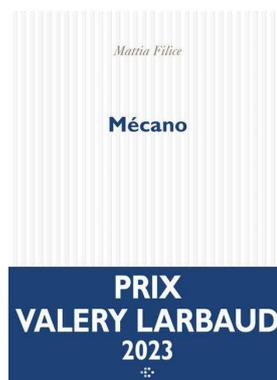
« Yann entre deux bouchées d'orange  
conduisant la poussette où trône sa fille  
qu'il est obligé d'amener  
suggère de monter un comité de grève

pour que nous choissions nos propres représentants... »

*Mécano*, c'est trois ans d'écriture, 18 ans de carrière, qui ont abouti à une œuvre qui donne à voir le rail et ses travailleurs et qui, à raison, n'est pas passée inaperçue.

P.O.L., 2023, 22€, 368 p.

PAR A.G. • 13/01/2024



### UNE SAGA MOSCOVITE

DE VASSILI AXIONOV

La vie de l'écrivain Vassili Axionov résume, à elle seule, l'atrocité et la tragédie du stalinisme. Né en 1932 à Kazan, ses parents sont déportés en 1937 pour « trotskisme », dans les terribles camps de la Kolyma. Dans les années 1960, Vassili Axionov publie ses premiers romans, rapidement interdits. En 1980 il est déchu de la nationalité soviétique et expulsé. Il ne pourra revenir dans son pays qu'après 1991, où il mourra en 2009.

*Une Saga moscovite* a été publiée en 1994. Ce roman d'environ 1 000 pages, décrit la destinée d'une famille de médecins et d'intellectuels russes à partir de 1924. Pour survivre, le pouvoir soviétique initie une nouvelle politique économique, la

NEP, qui réintroduit une certaine dose de libéralisation économique. La flamme révolutionnaire est encore présente, ce qui se traduit notamment par une vie intellectuelle et culturelle très riche. Très rapidement, l'ébullition révolutionnaire est peu à peu écrasée par la bureaucratie. En 1930 commencent les campagnes de « dékoukisation », qui, sous prétexte de collectivisation des terres, ont entraîné la déportation et la mort de centaines de milliers de paysans. Puis viennent les grandes purges staliennes. Aucun des membres de la famille n'y échappera.

Le roman s'arrête après la mort de Staline, en 1953. Si l'ouvrage s'attelle à une des périodes les plus sombres de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle, la terrible dégénérescence du

## THÉÂTRE

### DE JUDAS À MANUEL VALLS, UNE HISTOIRE DU CENTRE GAUCHE AU FUNAMBULE MONTMARTRE – PARIS 18<sup>e</sup>

Une pièce à voir absolument et à faire découvrir. Programmée plusieurs fois à Avignon, elle revient au théâtre parisien du Funambule à compter du 17 janvier les mercredis soirs.

Au travers de tableaux de différentes périodes de l'histoire, un prof « complètement névrosé » nous retrace une histoire de la gauche bien loin de celle qu'on trouve dans nos livres d'histoire. « *Rions ensemble de l'Histoire de France racontée par les vaincus* », précise l'annonce de la pièce sur le site du théâtre. L'objectif affiché est « de dresser, en toute bonne foi, un bilan mesuré de 2000 ans de perfidie ». À la fois drôle et instructif. On a particulièrement aimé la relation entre Jésus-Christ, Judas, les douze apôtres, Che Guevara, la CGT, la CFDT... (on n'en dira pas plus), sans oublier le passage sur la Commune de Paris du point de vue d'Adolphe Thiers qui mérite le détour. On fera aussi une mention spéciale pour « l'intermède artistique ». La pièce est conçue en alternance avec une autre : *De Néron à Marine Le Pen quand la droite se lâche*, qu'on n'a pas encore eu la chance de voir mais qui s'annonce prometteuse aussi.

Semaines impaires : de *Judas a Manuel Valls une histoire du centre gauche*.

Semaines paires : *De Néron à Marine Le Pen quand la droite se lâche*.

Toutes les infos sont là : [www.funambule-montmartre.com/monsieur-henri-raconte](http://www.funambule-montmartre.com/monsieur-henri-raconte)

PAR GHISLAINE THOMAS • 15/01/2024



pouvoir soviétique, Axionov sait toujours garder une certaine légèreté et une fantaisie dans son écriture.

Un roman long, mais à lire absolument.

Traduction de Lily Denis – Gallimard, 1995, réédition en poche en 2 tomes, en 2000.

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 13/01/2024



» Version longue de cette note de lecture sur notre site web : [nouveauanti-capitaliste.fr/saga-axionov](http://nouveauanti-capitaliste.fr/saga-axionov)

# En pleine offensive réactionnaire, les jeunes migrants ne se laissent pas faire !

Deux jours avant le vote de la loi Darmanin-Le Pen à l'Assemblée, le 17 décembre 2023, la préfecture de police de Paris devançait le gouvernement en expulsant violemment 200 jeunes migrants isolés de leur camp de fortune du pont Marie à Paris.

Dans l'offensive anti-pauvres, les populations migrantes font déjà partie des principales victimes, les mineurs représentant une des catégories les plus vulnérables. Comme tous les migrants, afin de fuir les conflits et la pauvreté, ils se retrouvent confrontés à l'enfer de la traversée vers l'Europe, dans des conditions extrêmement dangereuses. Une fois arrivés ils se retrouvent harcelés par la police française, alors même que l'État reconnaît le droit à la protection des mineurs « y compris les enfants demandeurs d'asile, réfugiés ou migrants ».

Cependant, sur les près de 25 000 mineurs non accompagnés présents en 2023 dans l'Hexagone, des milliers sont abandonnés à leur sort par l'État qui diminue les aides, entraînant l'établissement de quotas, voire la suspension de l'accueil du fait du manque de logements et de personnel, comme dans l'Ain ou le Territoire de Belfort. Cette situation est

aggravée par la multiplication du recours aux « tests osseux », censés déterminer si les migrants ont bien moins de 18 ans. Ces tests, peu fiables, participent aux humiliations imposées aux jeunes migrants n'ayant souvent aucune possibilité de prouver leur âge. En ce sens, l'interdiction de la mise en détention de mineurs dans les centres de rétention administratifs présente dans la loi Darmanin ne change rien (la mesure ne sera appliquée qu'en 2027 à Mayotte, où la grande majorité y est enfermée!).

Face à l'acharnement raciste et anti-pauvres, la seule solution pour ces jeunes est de lutter ! Lutter en occupant des lieux publics comme en juin dernier, où 450 adolescents restèrent pacifiquement sur la place du Palais-Royal à Paris pour exiger leur mise à l'abri, ou refuser les expulsions comme à l'université Paul-Sabatier de Toulouse.

PAR ANTON ULAAN • 15/01/2024

## Centenaire de la mort de Lénine : quel héritage pour les révoltes d'aujourd'hui ?



Comme toute une génération de jeunes intellectuels russes (mais aussi ukrainiens, polonais, juifs, etc.) révoltés contre la barbarie du régime tsariste, Lénine avait trouvé dans le marxisme « l'alliance du socialisme et du mouvement ouvrier » capable d'édifier une société véritablement libre, une société communiste.

**Lénine n'était-il pas un dictateur ? N'a-t-il pas pris le pouvoir par un coup d'État en octobre 1917 ?**

La révolution de 1917 a été l'« irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées », comme l'a dit un autre dirigeant de la Révolution russe, Léon Trotski. Celle-ci fut la réalisation de dizaines de millions d'hommes et femmes qui cherchaient à répondre aux problèmes les plus pressants pour leur survie : « la paix, le pain, la terre » furent les trois mots d'ordre qui soulevèrent le peuple russe, avec pour fer de lance de cette mobilisation la classe ouvrière, concentrée dans les principales villes.

Une révolution sociale bouleverse tout sur son passage. Au cours de son soulèvement, la population avait pris la parole et ne voulait plus la rendre. Elle a bâti un régime de démocratie directe : à la monarchie tsariste a succédé la république des Conseils

– les fameux soviets – sur tout le territoire de l'ex-Empire russe.

Toutes les vagues tentatives de réforme agraire avaient auparavant échoué, minées par une approche bureaucratique qui se refusait à léser les possédants. Le nouveau régime soviétique a pris le problème à la racine : que les paysans constituent leurs propres conseils et décident eux-mêmes du partage des terres ! Comme on le voit, la « dictature du prolétariat » qui avait remplacé la dictature des privilégiés s'est révélée infiniment plus démocratique que tout ce qui avait existé jusqu'alors. La démocratie directe était la base même du nouveau pouvoir. D'ailleurs, pour Lénine, ce n'était pas aux élites de diriger ce dernier, mais, disait-il, aux « cuisinières » qu'elles soient communistes ou non.

**La dictature instaurée plus tard par Staline ne se situait-elle pas dans le**



## WEEK-END DE FORMATION DU NPA-JEUNES EN FÉVRIER



Les 17 et 18 février 2024, le NPA-Jeunes organise un week-end national de formation à Paris pour comprendre le capitalisme et discuter des moyens pour le renverser. Si tu souhaites y participer, contacte-nous via

[contact.npajeunes@gmail.com](mailto:contact.npajeunes@gmail.com)

**prolongement du régime dirigé par Lénine ?**

Suite à l'échec de la vague révolutionnaire du début des années 1920 en Europe, la jeune République soviétique s'est retrouvée isolée, en proie à une guerre civile attisée par ces puissances impérialistes. Les immenses difficultés du quotidien ont eu raison de la participation des masses aux organes du pouvoir. Une bureaucratie s'est substituée à elles et a exercé un pouvoir sans partage, muselant tous ceux qui oseraient prendre la parole. Tout le contraire, justement, de ce qu'avait mis en place la révolution dirigée par Lénine et Trotski. Staline était le chef de cette bureaucratie usurpatrice, la négation même de ce qu'avaient représenté les premiers dirigeants de la république soviétique.

Paralysé de la main et de la jambe droite dès mai 1922 après un attentat, Lénine n'avait plus que quelques heures de travail chaque jour. Il prit conscience de l'ampleur de la bureaucratie et prépara en alliance avec Trotski une offensive contre Staline et la bureaucratie... qui n'aura jamais lieu en raison d'une deuxième attaque qui le paralysa totalement. Ce drame est décrit par Moshe Lewin dans *Le dernier combat de Lénine*.

**La révolution russe, c'était il y a plus de cent ans, contre une monarchie réactionnaire dans un pays arriéré. En quoi cela peut-il trouver un écho à notre époque mondialisée ?**

La révolution soviétique n'était pas seulement « russe ». Pour Lénine comme pour les révolutionnaires européens, elle n'était

que la première étape d'une révolution qui devait embraser le monde. Partie du « maillon le plus faible de l'impérialisme », la vague révolutionnaire déferla rapidement en Allemagne, en Finlande, en Hongrie, en Autriche, en Italie. Très rapidement, l'ensemble des opprimés du monde entier ont tourné leurs regards, et leurs espoirs, vers la Russie révolutionnaire. Pour assurer la victoire de la classe ouvrière et la fin des oppressions, Lénine s'est attelé à la fondation d'un véritable parti révolutionnaire mondial, la Troisième Internationale, en rupture avec l'Internationale sociale-démocrate qui s'était déchirée dès le début de la Première Guerre mondiale, chaque parti socialiste s'alignant sur les buts de guerre de sa propre bourgeoisie.

L'Internationale communiste trouva un écho extrêmement important au sein de la classe ouvrière internationale : des partis communistes de masse s'organisèrent en Europe, aux États-Unis, mais aussi dans les pays coloniaux et semi-coloniaux – c'est dès 1921 que furent par exemple que furent par exemple créés les partis communistes en Égypte et en Chine.

Aujourd'hui, alors que les différentes puissances impérialistes continuent de semer guerre et misère, les classes populaires ont commencé à se soulever un peu partout ces dernières années, du Chili à la Colombie, de l'Algérie au Liban, de l'Iran à la Palestine. Mais un outil manque pour ouvrir une perspective commune à ces luttes : un parti révolutionnaire mondial des travailleurs.

L'heure est donc à reprendre le flambeau : transformer les révoltes en révolutions sociales. L'heure est à la mondialisation des luttes !

**SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !**

Web [npa-jeunes.org](http://npa-jeunes.org) | Facebook | Twitter | Instagram | Tik Tok @npa\_jeunes



PAR STEFAN INO • 13/01/2024